

VISAS POUR L'APARTHEID



FNU01018/0048/27
23.07.86

M. LOUIS LE GRANGE, vous connaissez ? Son nom a souvent été cité dans la presse ces derniers mois car il dit ce que ses collègues du gouvernement raciste de Pretoria pensent un peu plus bas. M. Louis Le Grange est le ministre de « la Loi et de l'Ordre » en Afrique du Sud.

Et c'est lui qui vient de déclarer à l'ancien premier ministre australien Malcolm Fraser : « Pour ramener le calme, il faudrait tuer plus de Noirs. » M. Fraser qui présidait une mission des sages du Commonwealth en Afrique du Sud n'en revient toujours pas. Mais il est sûr d'une chose, affirme-t-il : « Le refus des Occidentaux de sanctionner le régime sud-africain renforce Pretoria dans son intransigeance et dans sa détermination à suivre sa propre voie », celle consistant à tuer des milliers de combattants antiracistes, à bâillonner les démocrates, à torturer un peuple enchaîné. Les missions se multiplient en Afrique du Sud. Pour certaines capitales, agir ainsi permet de faire croire aux opinions publiques que l'on se préoccupe de la situation. Une sorte de cache-sexe qui la plupart du temps ne coûte pas un centime.

Prenez, par exemple, la délégation des parlementaires conservateurs européens qui séjourne actuellement au Cap. Elle est composée d'un Belge, de deux Britanniques et d'un Français, le très RPR M. Guy Guermeur. Le président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, le pasteur Boesak, a refusé lundi de les recevoir. Raison invoquée : la visite des parlementaires est financée par le régime sud-africain. Le secrétaire au Foreign Office (le ministre britannique des Affaires étrangères), sir Geoffrey Howe, a essuyé un même refus le même jour de la part du Front démocratique uni qui déclare dans un communiqué : « Aujourd'hui, alors que des milliers de dirigeants et de militants du mouvement démocratique sont en prison ou dans la clandestinité, qui va rencontrer sir Geoffrey ? »

LE temps des missions est terminé. On ne compose pas avec un régime fasciste, raciste, maintenant dans un immense ghetto des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à la peau noire.

Pendant de longs mois les organisations démocratiques sud-africaines ont cru que les missions venues du monde entier pouvaient influer sur le cours des événements. Aujourd'hui, elles ont compris que la manœuvre consistait à les détourner de la lutte pour tenter de trouver une solution préservant les intérêts des racistes, donc du « monde libre ». Jamais le régime de M. Botha et ses complices de Washington à Londres, de Bonn à Paris n'avaient été aussi isolés dans cette dramatique affaire. Trente pays membres du Commonwealth viennent de faire un bras d'honneur à Mrs Thatcher en refusant de participer aux prochains jeux d'Edimbourg. Les autorités américaines, extrêmement préoccupées pour leurs intérêts, ont cru pouvoir monter une opération « pub » en désignant un nouvel ambassadeur US à Pretoria. L'homme en question, c'est connu aux Etats-Unis, est un patron de choc, appréciant les méthodes musclées contre les travailleurs et leurs syndicats. Mais la presse américaine vient de révéler qu'il est aussi un magouilleur expérimenté, spécialiste en pots-de-vin et autres détournements financiers. M. Reagan a fait marche arrière, la liste des candidatures reste ouverte.

PENDANT ce temps à Paris, le gouvernement Chirac s'en tient à l'attitude de son prédécesseur Laurent Fabius. Quelques déclarations prudentes, les mains dans les poches. Avec en prime une bonne série de mensonges sur le thème « Ne sanctionnons pas les Noirs » ou encore « C'est pas notre faute, mais celle des Anglais ».

Une chose est certaine : le peuple sud-africain ne serait pas hostile à ce que les Français, cette fois, tirent les premiers en prenant de véritables sanctions contre le régime raciste de Botha.

Humanité
23/7/86